

Il nous reste un pays à comprendre

Jürgen Olbert

Number 76, Winter 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44650ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Olbert, J. (1990). Il nous reste un pays à comprendre. *Québec français*, (76), 8–8.

Il nous reste un pays à comprendre

Jürgen
OLBERT



Le comité de rédaction de *Liberté* offre à ses lecteurs dans son numéro 183 du mois de juin seize témoignages d'intellectuels anglophones du Québec qui s'occupent des rapports avec leurs concitoyens québécois, mais surtout à la lumière des lois linguistiques, en particulier la loi 178 concernant l'affichage bilingue. De la plupart de ces articles, on peut retirer la conclusion que le mur entre «les deux solitudes» reste toujours infranchissable, après vingt années de bilinguisme, et il paraît peu probable que le Canada anglais puisse jamais arriver à comprendre le point de vue des Québécois.

Au lieu de «faire preuve de générosité et de bonnes manières», pour employer les termes d'un auteur d'article, dans le respect de l'autre culture fondatrice en Amérique du Nord menacée de disparaître dans l'océan anglophone qui l'entoure, comme deux auteurs l'admettent, on voit à l'œuvre dans quelques articles un manichéisme qu'on aurait cru révolu, à preuve l'article de Henry Beissel qui nous paraît significatif de l'attitude de certains intellectuels anglophones.

On aura rarement lu un article aussi simplificateur et démesuré, traitant si à la légère les racines historiques et les développements récents qui font qu'un peuple (conquis) se trouve engagé dans une lutte fondamentale pour sa survie, celle de sa langue, de sa culture et enfin de son pays.

L'auteur a recours à des procédés peu propres à des intellectuels et à des enseignants de notre temps : d'un côté, il y a les méchants, de l'autre, les élus. Ainsi, il ne cesse de qualifier les Québécois de chauvins, d'inaptes, de détenteurs d'un esprit de médiocrité, d'autoritarisme («l'autoritarisme est un domaine de la psyché québécoise»), d'ignorance ou de distorsion de leur histoire, qui vivraient dans une république de sirop d'érable, folklorique, pour touristes américains, tyrannique, fasciste, piétinant les droits fondamentaux des hommes, de tendance anti-démocratique («la démocratie n'est pas enracinée ici»). Il attribue à des hommes politiques du Québec des vices dictatoriaux proches de ceux d'un Hitler. La police de ce pays serait répressive, le Parlement, démocratique dans une certaine mesure, le gouvernement autoritaire ne cherchant qu'à violer les droits des autochtones, des femmes et des ethnies minoritaires. Bref, Beissel brasse une vision d'horreur du pays et des Québécois, du rôle répressif du catholicisme en général, qui profiterait «d'ouailles pauvres et ignorantes» pour pouvoir reproduire «l'ordre céleste avec le Tout-Puissant qui préside à une hiérarchie de rangs et de pouvoirs minutieusement structurés, par degrés, de haut en bas». Ceci n'est plus de l'exagération, comme l'auteur veut nous le faire croire, mais de la mauvaise foi. Face à cette litanie de préjugés, on s'interroge sur la nature des expériences personnelles que l'auteur a de la peine à refouler. Pour enrichir sa liste de lieux communs, il parle de l'excellence des lois anglaises par rapport aux françaises.

À cette société si mesquine et autoritaire, si chicanière par nature et par tradition, il oppose la société angélique et si démocratique du Canada anglophone, où sagesse et pouvoir viennent d'en bas, où le gouvernement joue un rôle strictement exécutif. L'individu ne s'y sentirait pas à la merci de l'État; celui-ci dépendrait de la bonne grâce de l'individu. Ceux qui y forment le gouvernement auraient été élus ou embauchés pour gouverner et administrer le pays d'après des principes et des directives énoncés par le grand public. Ils ne sont pas, comme au Québec, «gardiens de l'ordre» avec mission de faire en sorte «que les gens se tiennent tranquilles». (On ne peut s'empêcher de penser ici à certains événements de 1970.) L'auteur touche au comble du grotesque lorsqu'il attribue la nature diabolique des Québécois à leur héritage culturel et linguistique français. Selon lui, le Québec est «un pion sur l'échiquier des Français» qui «jouent les impérialistes» n'ayant jamais «digéré la mort de Louis XIV». Dans une argumentation assez contradictoire, typique d'ailleurs de l'article, il affirme que, comme les Français n'ont pas de tradition démocratique, leur langue est autoritaire, corsetée, fonctionnant comme une structure étatique, en somme le reflet figé de l'époque rationaliste et du néo-classicisme, enfin une langue qui apprendrait aux gens à accepter leur infériorité. Par conséquent, même les gens instruits seraient incapables de maîtriser quelque chose d'aussi difficile que cette langue.

La langue anglaise, par contre, provenant d'un pays où la démocratie est de rigueur, est une langue démocratique, hospitalière, populaire, rarement dogmatique, simple, souple, ouverte et plus riche que le français car elle comporte quatre fois plus de mots. J'épargne au lecteur d'autres perles linguistiques.

Ce qui irrite finalement, abstraction faite d'effets d'irrésistible hilarité, est dû à un raisonnement catégorique qui ne laisse aucune place à une argumentation fondée. Un véritable rouleau compresseur de lieux communs vêtus de sentiments de profonde rancune. À la lecture de cet article, on éprouve une sympathie très vive pour ce peuple si malmené par l'auteur, et on comprend combien les Québécois ont raison de défendre leur langue et leurs droits. ●